



Appui à la Gestion des  
Connaissances (AGC)  
Direction de la Stratégie  
Département de la Recherche  
5, rue Roland Barthes  
75012 Paris / France  
www.afd.fr



### Dans ce numéro

#### DEFIS MONDIAUX

- Aires protégées
- Nanotechnologies

#### GEOGRAPHIES

- Territoires Autonomes Palestiniens
- Haïti

#### ORGANISATIONS

- DFID
- OPEP

**DEBATS SUR L'AIDE** ■ La fin de la pauvreté ? Un débat historique ■ Aid Effectiveness Overview of the Results 2006 ■ Aid and Growth in Fragile States

**A NE PAS MANQUER** ■ La performance économique des pays en développement : constats et défis ■ L'essor du système économique de l'Asie de l'Est : répercussions sur l'Europe et l'Amérique du Nord ■ Y-a-t-il des lois en économie ?

### Editorial

## Forum mondial pour l'agro-industrie

New Delhi (Inde) ■ 8 - 11 avril 2008

**Le développement d'agro-industries compétitives est essentiel pour permettre la création d'emplois et de revenus chez les populations pauvres des zones rurales et également pour stimuler la demande de produits agricoles.**

Afin d'élaborer des politiques et des stratégies de promotion des agro-industries, la FAO, l'ONUDI, le FIDA et le Gouvernement indien ont décidé d'organiser cette réunion. Elle rassemblera des décideurs politiques, des dirigeants du secteur agroalimentaire, des représentants d'organisations internationales, de la société civile et des experts en agro-industries.

Quatre séances plénières présenteront les thématiques suivantes :

- tendances, évolution et impacts sur le développement,
- environnements porteurs pour des agro-industries compétitive,
- technologies de demain. Stratégies commerciales pour les petits agriculteurs et les petites et moyennes entreprises,
- coopération entre les secteurs public et privé,

Parallèlement, des tables rondes traiteront des questions suivantes :

Etudes de marché et informations commerciales; acquisition et utilisation des technologies ; création de marques et certification ; finances des agro-indus-

tries et entreprises liées ; gestion opérationnelle des agro-industries ; organisation des producteurs et coopératives ; pôles agro-industriels et mise en place de réseaux.

Les participants de cette réunion ont pour objectifs de :

- tirer les enseignements des expériences passées et des succès de création d'agro-industries compétitives dans les pays en développement,
- développer une vision commune des facteurs essentiels au développement futur des agro-industries et des facteurs clés liés à la compétitivité,
- renforcer la collaboration et les activités conjointes entre les organisations multilatérales qui œuvrent au développement des agro-industries et préciser le rôle du secteur public, des organisations multilatérales et du secteur privé dans le développement des agro-industries,
- encourager les organisations multilatérales et les institutions financières à lancer des initiatives à l'échelon national et régional pour promouvoir le développement des agro-industries.

Ces quatre jours d'exposés et de débats devraient permettre aux différents participants de mieux appréhender les défis à relever pour assurer le développement des agro-industries.

## Défis mondiaux

### Aires protégées

#### L'ouvrage

##### Regards croisés sur les aires protégées marines et terrestres

Froger, G., 2007, 144 p. - Cote L2.032

Les processus de création et les systèmes de gestion associés aux aires protégées ont été au départ basés sur des critères bioécologiques et une démarche centralisée protectionniste. Depuis les années 1980, une évolution s'est opérée avec la prise en compte des aspects socio-économiques et de l'émergence des concepts de démarche participative, de gestion communautaire, de gouvernance etc. Les expériences actuelles en matière de création et de gestion des aires protégées sont-elles en rupture ou en continuité avec les expériences passées ? Sont-elles de véritables expériences de « conservation intégrée » ? Les objectifs de développement et de conservation sont-ils conciliés ? Quelles sont les difficultés rencontrées ?

#### Le rapport web

##### La mise en œuvre des parcs nationaux au Gabon : défis et opportunités dans un contexte de lutte contre la pauvreté

Ndoutoume, O.-N., 2007, 22 p.

Le tourisme peut modifier les habitudes sociales et culturelles en ce qui concerne la préservation de la diversité biologique et de l'exploitation durable des ressources biologiques. Le tourisme peut aussi augmenter les moyens d'existence de la population locale si celle-ci est associée au partage des profits tirés des activités touristiques. Il peut créer des formes complexes de coopération autour de l'utilisation des ressources. Avec l'aide de l'Union européenne, le Gabon a lancé en 2003 un Programme Sectoriel de Valorisation des Aires Protégées (PSVAP), dont l'une des composantes consistait à mener une expérience pilote de

tourisme communautaire dans une région prometteuse du Gabon, Sette Cama. Le bilan établi aujourd'hui montre qu'il est possible d'associer les communautés locales dans la mise en place et la gestion du tourisme autour des aires protégées.

#### L'article

##### La propriété privée en zone forestière peut-elle mener une bonne gouvernance des aires protégées en Amérique latine ?

Gignoux, J., 2007, 16 p.

Cet article examine les enjeux de « la gouvernance locale » dans les espaces forestiers, gérés sur fonds privés, ainsi que le rôle joué par les groupes locaux dans cette nouvelle forme de gouvernance en Amérique latine. Depuis quelques années, l'acquisition de territoires par le secteur privé connaît une importante croissance, en particulier dans les pays du Sud. Il en résulte que les populations locales tendent à devenir des « bénéficiaires passifs » au lieu d'être des collaborateurs actifs de la conservation. Deux études de cas permettent d'illustrer ce processus : l'une dans la réserve de Mbaracayú au Paraguay et l'autre dans la réserve Ceiba-Tumbesia en Equateur. Dans ce contexte, l'article décrit d'abord de quelle manière les processus d'acquisition et de gestion de ces forêts par des ONG se mettent en place dans les deux réserves et affectent les populations locales. Puis, il montre les implications qu'entraîne la gouvernance locale par les ONG sur la participation réelle ou supposée des groupes locaux. Il analyse enfin la pertinence de ce modèle par rapport aux principes de « bonne gouvernance locale ».

## Défis mondiaux

# Nanotechnologies

### L'ouvrage

#### A la conquête du nanomonde : nanotechnologies et microsystèmes

Luzeaux, D. ; Puig, T., 2007, 118 p. - Cote S2.006

Les nanotechnologies et les microsystèmes seront-ils la rupture technologique majeure des années à venir ? Cette révolution de l'infiniment petit passionne les scientifiques, mobilise les industriels et les responsables politiques... et engendre à la fois crainte et engouement de la part du grand public ! Les perspectives d'applications suscitent des milliards de dollars d'investissements publics aux États-Unis, au Japon et en Europe. Le secteur privé, des multinationales aux PME, s'est emparé du domaine. Mais cette course aux « nano » risque de creuser toujours plus le fossé technologique entre les pays riches et les autres, et pose de nombreuses questions médicales, sociales, éthiques et de propriété intellectuelle. L'impact sur l'environnement et la santé n'est pas établi. Les applications militaires, elles, risquent de relancer la course aux armements et leur prolifération.

### Le rapport web

#### Les nanotechnologies : risques potentiels, enjeux éthiques

Birraux, C. / Revol, H., 2007, 137 p.

L'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques a organisé, le 7 novembre 2006, une audition publique sur les risques potentiels et les enjeux éthiques des nanotechnologies. Centrée sur les risques et les interrogations éthiques générés par les nanotechnologies, et les réponses que tentent d'apporter les différents acteurs impliqués, l'audition a conduit à une réflexion sur les spécificités des nanotechnologies, les enjeux qu'elles représentent et les progrès qu'elles pour-

### L'AGENDA

- 20-22 avril 2008 - Forum international sur l'énergie, IEA, OCDE, Rome, Italie
- 22 avril 2008 - Journée de la terre
- 22-23 avril 2008 - Salon international d'affaires sur les technologies de l'information, Alger, Algérie
- 25-26 avril 2008 – Conférence mondiale des villes, New Delhi, Inde
- 28-29 avril 2008 - Réunion au niveau ministériel du Comité des politiques d'environnement, OCDE, Paris, France
- 5-16 mai 2008 - Commission sur le développement durable, Nations unies, New York, USA

raient permettre dans les secteurs de la santé, de l'environnement, des transports et de la sécurité.

### L'article

#### Questions éthiques posées par les nanosciences, les nanotechnologies et la santé

CCNE, 2007, 19 p.

Les nanosciences et les nanotechnologies ont pour objectif la manipulation par l'homme des constituants élémentaires et universels de la matière, atome par atome, à l'échelle du milliardième de millimètre : le nanomètre. L'ambition des nanosciences et des nanotechnologies est définie par la possibilité offerte grâce à de nouveaux instruments – les microscopes par effet tunnel, à force atomique, l'électronique à haute résolution, les pinces optiques – de manipuler la matière atome par atome. Les nanosciences et les nanotechnologies ont fait l'objet durant les trois dernières années de très nombreux rapports, traduisant à la fois la fascination, les espoirs et les inquiétudes suscités par les développements récents de ces disciplines, et la multiplicité de leurs domaines d'applications possibles. Le CCNE s'est saisi de cette question, non pour entreprendre d'en détailler de manière exhaustive toutes les implications, mais pour s'interroger spécifiquement sur les problèmes éthiques que pourraient poser leurs applications dans le domaine de la santé et du respect de la personne.

## Géographies

# Territoires Autonomes Palestiniens

### L'ouvrage

#### Israël, les Arabes et la Palestine 1956-2008

Daniel, J., 2008, 896 p. - Cote PIL.007

Pourquoi Israël et la Palestine, des pays à peine visibles sur la carte du monde, où ils ne figurent pas forcément, intéressent-ils à ce point la planète? Comment répondre sinon par ce recueil de textes écrits dans l'urgence et qui constituent pourtant une irremplaçable contribution à l'histoire. Plus d'un demi-siècle de chroniques, réflexions, portraits ou entretiens analysent au fil du temps le conflit israélo-palestinien. Témoin engagé, Jean Daniel, qui n'a jamais varié sur l'essentiel, essaie de comprendre les ressorts politiques et psychologiques qui animent les camps en présence. Une écriture passionnée, lumineuse dans son désir de croire en l'homme, mais implacable sur les raisons profondes de tant de haine et d'incompréhension. (L'éditeur)

### Le rapport web

#### Report on UNCTAD Assistance to the Palestinian People

United Nations Conference on Trade and Development, 2007, 18 p.

La vulnérabilité de l'économie palestinienne et l'impact des politiques israéliennes de bouclage des territoires ont été renforcés par les restrictions financières que les donateurs ont imposées à l'autorité palestinienne (PA) en 2006. L'isolement des Palestiniens de la Cisjordanie et de la bande de Gaza et la fragmentation instituée à l'intérieur des territoires palestiniens rendent encore plus complexe les difficultés auxquelles se heurte toute politique d'aide et de développement. L'Autorité palestinienne a perdu environ 1,2 milliard de dollars de revenus entre 2000 et 2005. L'aide extérieure a diminué de manière sensible. La solvabilité financière de l'Autorité palestinienne s'est donc « effilochée » rendant toute politique fiscale impossible pour stabiliser l'économie et les finances des Territoires. En l'ab-

sence d'une médiation internationale « crédible », les violences ont eu comme conséquence des mesures restrictives sans précédent sur la population palestinienne. L'économie des Territoires autonomes est dans une impasse. La priorité immédiate consiste à assurer le minimum vital pour rompre leur isolement. Il y a donc un besoin pressant de révision de la politique d'aide. Les premières mesures à prendre doivent être celles qui devront faire face aux besoins urgents, notamment la réactivation des accords de passage par l'Égypte et la Jordanie. L'ONU et la CNUCED ainsi que leurs partenaires, au niveau international, ont conscience qu'il faut assurer une aide à la population palestinienne pour lui permettre de survivre à cette crise humanitaire et économique.

### L'article

#### Territoires palestiniens : la lutte Fatah-Hamas

Signoles, A., Les Etudes de la Documentation française, 2008, pp. 57-75

L'arrivée du Hamas au pouvoir à la suite des élections législatives de 2006 constitue un événement majeur dans les Territoires palestiniens. C'est la première fois, en effet, qu'un mouvement opposé aux accords de paix signés avec Israël entend prendre la direction des affaires politiques en Cisjordanie et dans la bande de Ghaza. C'est la première fois, également, que le Fatah, le parti à l'origine de la lutte nationale, est sommé d'abandonner une partie de ses pouvoirs politiques et se retrouve dans le camp de l'opposition. En cela, la victoire électorale du Hamas traduit une remise en cause du leadership national, longtemps unifié derrière la personne charismatique de Yasser Arafat. C'est la première fois, enfin, au Proche-Orient, qu'un mouvement d'obédience islamiste, de surcroît placé sur la liste des organisations terroristes par les États-Unis et l'Union européenne, est en position de diriger l'action d'un gouvernement...

# Géographies

## Haïti

### L'ouvrage

#### L'origine du phénomène de l'insécurité publique en Haïti : ses causes et ses conséquences

Alneus, F., 2008, 154 p. - Cote PHT.012

Ce livre est né d'une profonde analyse d'intenables périodes d'insécurité publique qu'Haïti a connues au cours des dernières années. Dans cet ouvrage, l'auteur retrace l'origine de ce fléau en identifiant de façon méticuleuse ses principaux fils conducteurs. Il fait ensuite l'autopsie de cette problématique et présente un panorama d'ensemble des diverses facettes du phénomène. L'ouvrage, qui est un condensé de toute une mosaïque de catalyseurs de l'insécurité en Haïti, s'adresse non seulement aux Haïtiens, mais aussi à tous ceux qui sont conscients de l'importance de la sécurité publique au sein de n'importe quelle société.

### Le rapport web

#### Politiques monétaires, crises politiques et inflation en Haïti (Janvier 1983 à Mai 2006)

Ogisma, L. ; Carrasco, M., 2007, 49 p.

Selon les auteurs, la recherche d'impacts de politiques monétaires en Haïti, devrait se porter sur les secteurs réels et financiers afin de bien identifier les effets découlant de politiques restrictives ou expansionnistes des autorités monétaires. En termes réels, ils entendent : la production, les prix des produits de base, l'emploi, le chômage, le salaire, l'indice des termes de l'échange pour ne citer que ceux-là. En ce qui concerne le marché financier, les auteurs se réfèrent au prix des actions au niveau des entreprises, à la valeur des contrats à terme, aux prix des options, aux flux de capitaux, à la volatilité de l'indice boursier et à la valeur immobilière. La carence de données sur l'économie haïtienne leur a imposé d'orienter leurs recherches sur les effets des politiques monétaires et des incertitudes politiques sur l'inflation en Haïti.

### L'AGENDA

- 7 avril 2008 - Journée de commémoration du génocide au Rwanda
- 7-11 avril 2008 – Accès à l'eau potable et l'assainissement : partenariats mondiaux et actions locales, Accra, Ghana
- 8-11 avril 2008 - Séminaire sur la gouvernance forestière et la décentralisation, UNFF CIFOR, Durban, Afrique du Sud
- 15-18 avril 2008 - Atelier consultatif régional sur les politiques foncières en Afrique de l'ouest, CEA BAD, Ouagadougou, Burkina Faso
- 16-18 avril 2008 - Conférence internationale sur les énergies renouvelables en Afrique, UA, UNIDO, Dakar, Sénégal
- 28-30 avril 2008 – conférence sur les soins de santé primaires et les systèmes de santé en Afrique, UNICEF, ONUSIDA, Ouagadougou, Burkina Faso

### L'article

#### Le commerce global d'Haïti et de la CARICOM

Jaghfar, A., Institut de la francophonie pour la gestion dans la Caraïbe, 2007, 17 p.

La République d'Haïti est partie prenante dans bon nombre d'espaces d'intégration dans les Amériques et les Caraïbes comme le Marché Commun de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Après quelques années d'absence au sein du groupe, Haïti a été réadmise à la CARICOM lors de la 28e conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'organisation régionale qui se déroulait à St Kitts & Nevis en juillet 2006. Le pays s'active depuis à faire de cette opportunité son cheval de bataille en matière de consolidation et de fixation de sa politique commerciale. L'auteur aborde dans une première partie l'analyse des données commerciales des pays membres de la CARICOM. La deuxième est consacrée à la présentation chiffrée du commerce global des pays de la CARICOM. En troisième partie, il est question du commerce extérieur d'Haïti à travers un rappel des procédures d'exportations et les tendances commerciales ces dernières années.

# Organisations

## DFID

### L'ouvrage

#### DFID'Annual Report 2007

Department for International Development, 2007, 207 p.

Le rapport annuel 2007 du DFID fait le bilan des actions qu'il a menées pour apporter des changements dans le monde en développement. Il rend compte de l'affectation des dépenses de l'argent public au cours de l'année et de la destination prévue pour les années à venir, dans le but de s'attaquer aux défis auxquels le DFID a décidé de faire face. Défis tels que l'amélioration du système éducatif au Mozambique, la réduction de la mortalité infantile et maternelle en Inde, la fourniture d'aide à des États fragiles comme le Soudan, ou des endroits affectés par des catastrophes naturelles comme en Indonésie. Ces exemples montrent comment les actions de la DFID ont contribué à l'introduction de réels changements dans la vie des populations. Ils prouvent aussi que l'année passée a constitué un tournant dans l'histoire du développement puisque la Grande Bretagne et le reste du monde ont commencé à réaliser leurs promesses annoncées lors du Sommet du G8 de 2005.

### Le rapport web

#### What we Are doing to Tackle World Poverty ?

Department for International Development, 2007, 22 p.

Le Département pour le Développement international est l'organe du gouvernement britannique qui gère l'aide au développement à destination des pays pauvres et travaille à l'éradication de l'extrême pauvreté. Il est placé sous la responsabilité d'un ministre du Cabinet, ce qui reflète l'importance que revêt pour le gouvernement britannique la réduction de la pauvreté dans le monde. Parler de développement international, c'est faire référence aux efforts consentis par les pays développés et les pays en développement, pour sortir les populations

de la pauvreté et pour réduire leur dépendance à l'aide internationale. Cet ouvrage démontre que beaucoup de choses peuvent contribuer au développement impliquant une réduction de la pauvreté, telles que la résolution des conflits, l'accroissement des capacités commerciales, l'accroissement des volumes d'aide et de la qualité de l'aide, la lutte contre les changements climatiques, ainsi que l'amélioration de la santé et de l'éducation.

### L'article

#### Poverty Reduction Budget Support

Department for International Development, 2008, 29 p.

Cet article réaffirme l'engagement du DFID en faveur de l'aide budgétaire, à côté d'autres instruments de financement de l'aide, quand il est considéré comme approprié d'allouer une aide à des partenaires dans le but de réduire la pauvreté. En 2006/7, 18% de l'aide bilatérale octroyée par le DFID relevait de l'aide budgétaire. L'article démontre que, quand les circonstances le permettent, l'aide budgétaire aide les gouvernements à jouer leur rôle, en facilitant l'accès à une éducation et à des soins de santé efficaces et équitables et à créer un environnement sain et stable qui attire les investisseurs du secteur privé et leur permette de générer de la croissance et de l'emploi.

# Organisations

## OPEP

### L'ouvrage

#### Géopolitique du pétrole : un nouveau marché, de nouveaux risques, de nouveaux mondes

De Lestrangé, C. ; Paillard, C.-A. ; Zelenko, P. - Cote N2.051

L'objectif de cet ouvrage est d'éclairer un monde complexe et en pleine évolution, dont les enjeux pour les sociétés contemporaines sont à la mesure de l'importance énergétique et économique du pétrole. Les fausses interprétations sont combattues : la « grande peur pétrolière » des pays consommateurs et les réflexes nés des chocs pétroliers sont aujourd'hui datés. Les pays producteurs sont désormais au moins aussi vulnérables aux variations de prix et aux restrictions des flux que les consommateurs des pays développés. Deux pays, les États-Unis et l'Arabie saoudite, et une organisation, l'OPEP, jouent un rôle central de régulation de ce système, dont l'équilibre est désormais remis en cause par l'affirmation de préoccupations comme la protection de l'environnement ou la défense des droits de l'Homme. De nouveaux défis surgissent : l'augmentation de la demande, la concentration de l'offre, des évolutions technologiques qui pourraient limiter les besoins en pétrole dans les transports et l'insécurité croissante des régions pétrolières clés. À plus court terme, c'est surtout le contexte géopolitique au Moyen Orient qui retient l'attention.

### Le rapport web

#### OPEC Long-term Strategy

Organization of the Petroleum Exporting Countries, 2007, 32 p.

Reconnaissant l'importance du rôle du pétrole face à la croissance de la demande mondiale d'énergie et pour le développement socio-économique des Pays membres de l'OPEP, ce rapport fournit une stratégie et un cadre pour l'avenir de l'Organisation. Les objectifs de la Stratégie portent sur l'établissement de revenus pétroliers à long terme pour les pays membres, la stabilité du marché pétrolier mondial basée sur des prix justes et la sécurité d'un approvisionnement régulier des consommateurs. Parmi

### L'AGENDA

- 4-8 avril 2008 – Assemblée annuelle de la BID, Miami, USA
- 12-13 avril 2008 - Réunion annuelle Banque mondiale/Fonds monétaire international/OCDE, Washington, USA
- 14-18 avril 2008 - Human Rights Council, Working Group on Situations, HCDH, Genève, Suisse
- 20-25 avril 2008 - CNUCED Conférence sur le commerce et le développement, Accra, Ghana
- 24-25 avril 2008 - 2ème Forum EUROMED du capital investissement des pays riverains de la Méditerranée, Tunis, Tunisie
- 3-6 mai 2008 - Assemblée annuelle Banque asiatique de développement, Madrid, Espagne

les défis majeurs qui peuvent constituer des contraintes pour l'OPEP dans la réalisation des objectifs de la Stratégie, un des plus importants se rapporte à l'incertitude sur la demande future de pétrole à l'OPEP. Aussi, les politiques énergétiques des pays, le développement de la technologie et l'avenir de la production des pays non-OPEP sont analysés dans trois scénarios qui dressent des constats de l'avenir énergétique mondial et décrivent les principales implications qui en résultent.

### L'article

#### World Energy Outlook 2007 (executive summary)

International Energy Agency, 2007, 18 p.

Ce rapport prévoit que les besoins mondiaux en énergie primaire augmenteront de 55 % d'ici 2030 et 45 % de ces besoins proviendront de l'Inde et de la Chine. Ces statistiques semblent confirmer les inquiétudes des investisseurs sur l'éventualité, dans la période qui nous sépare de 2015, d'une crise de l'offre qui s'accompagnerait d'une envolée des cours pétroliers. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), devrait fournir l'essentiel de cette ressource naturelle en diminution. Il s'ensuivra que la part des pays de l'OPEP dans les approvisionnements pétroliers mondiaux va s'accroître notablement pour atteindre 52 % à la fin de la période de prévision, contre 42 % à l'heure actuelle. Hors OPEP, la production augmentera lentement d'ici à 2030.

# Débats sur l'aide

## L'ouvrage

### La fin de la pauvreté ? Un débat historique

Gareth Stedman, J., 2007, 213 p. - Cote H10.099

Dans les années 1790, pour la première fois, des réformateurs proposent de mettre fin à la pauvreté. Inspirés par le progrès scientifique, par les promesses d'une activité économique qui s'internationalise et par les révolutions qui ont eu lieu en France et aux Etats-Unis, certains penseurs politiques assurent que tous les citoyens pourraient être protégés contre les incertitudes de l'existence. En retraçant l'évolution historique des débats sur la pauvreté, l'auteur fait ressurgir une voie importante, mais oubliée, de la pensée progressiste. Il montre aussi que les discussions actuelles concernant les questions économiques, que ce soit la mondialisation ou les problèmes de la régulation financière, sont largement modelées par les conflits idéologiques de la fin du XVIIIe siècle et du début du XIXe siècle.

## Le rapport web

### Aid Effectiveness Overview of the Results 2006 Survey on Monitoring the Paris Declaration

Organisation de coopération et de développement économiques, 2007, 131 p.

La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, qui vise à réformer le système de l'allocation de l'aide, a permis de dégager quatre critères : alignement, harmonisation, gestion axée sur les résultats, redevabilité mutuelle. Dans cette Déclaration, bailleurs et partenaires se sont engagés à faire le suivi de leurs progrès en matière d'efficacité de l'aide, en fonction de douze indicateurs et d'objectifs fixés à l'horizon 2010. Ce rapport présente les résultats et les recommandations de la première phase de suivi. Il en ressort que dans la moitié des pays en développement, ayant signé la Déclaration, donateurs et partenaires ont encore un long chemin à parcourir pour atteindre les objectifs. Le rapport présente des conclusions et une évaluation des progrès pour chacun des 34 pays concernés.

## L'AGENDA

- 8-9 avril 2008 - Forum mondial - 2ème réunion plénière sur le financement du développement : « appropriation de l'aide », OCDE, Paris, France
- 9-10 avril 2008 - Réunion de haut niveau du CAD/OCDE, Paris, France
- 18-20 avril 2008 - Conférence internationale de la SADC sur la pauvreté et le développement, PortLouis, Ile Maurice
- 20-25 avril 2008 - 12ème Session de la Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement, UN/CNUCED, Accra, Ghana
- 6 mai 2008 - Examen de l'aide française en plénière, OCDE, Paris, France

## L'article

### Aid and Growth in Fragile States

McGillivray, M. ; Feeny, S., 2008, 22 p.

Les travaux de recherche sur l'efficacité de l'aide menés depuis quelques années montrent que nous en savons beaucoup plus qu'auparavant sur ce sujet. Il demeure cependant quelques lacunes, comme la question de l'efficacité de l'aide dans ce que l'on appelle les « Etats fragiles », pays caractérisés par l'extrême faiblesse de leurs institutions et de leurs politiques. Cet article tente de combler cette lacune en s'intéressant aux liens existant entre aide au développement et croissance dans les Etats fragiles. Il en ressort que d'une part la croissance aurait été inférieure dans les Etats très fragiles en l'absence d'aide au développement ; d'autre part que les Etats très fragiles en termes de revenu par habitant ne peuvent absorber de manière efficace qu'un tiers des montants reçus par d'autres pays ; enfin, la plupart des Etats fragiles ayant des capacités d'absorption plus grandes, reçoivent des volumes d'aide insuffisants, tandis que d'autres Etats fragiles reçoivent des volumes substantiellement trop importants.

# A ne pas manquer

## L'ouvrage

### La performance économique des pays en développement : constats et défis

Keyou, M.-J. ; Yaya, H.-S., 2007, 197 p. - Cote E2.250

Au cours des dernières années, les « tigres » et « dragons » de l'Asie ont « taillé des croupières » économiques aux vieux pays industrialisés occidentaux dont ils furent pourtant les anciennes possessions coloniales. On ne peut en dire autant des pays de l'Afrique subsaharienne, anciennes colonies elles aussi, qui représentent actuellement moins de 3 % des flux mondiaux de l'investissement direct étranger, très loin derrière l'Orient. À quoi peut-on attribuer la fulgurante croissance de ce continent qui jadis a aussi connu son lot de difficultés alors qu'au même moment l'Afrique subsaharienne peine encore à rejoindre le concert des nations ? Comment expliquer que ces régions du globe, avec des niveaux de sous-développement comparables quelques décennies plus tôt, aient connu des destins économiques si dissemblables ?

## Le rapport web

### L'essor du système économique de l'Asie de l'Est : répercussions sur l'Europe et l'Amérique du Nord

Austrevicius, P. ; Boozman, J., 2007, 14 p.

Le présent rapport vise non seulement à contribuer à replacer la « question de la Chine » dans un contexte régional adéquat, mais également à explorer un certain nombre de modifications du système dans cette partie du monde, modifications qui modèlent profondément l'ordre économique et géopolitique mondial. L'Asie de l'Est se trouve d'ailleurs à l'épicentre d'un véritable séisme au niveau des importations mondiales. Il se pourrait naturellement que la croissance de la Chine soit l'élément le plus important de cette transformation, mais d'autres développements connexes ont également des conséquences importantes. Dans la région, les modèles liés aux échanges commerciaux et aux investissements évoluent très rapidement. En conséquence, l'Asie est devenue un

composant plus important encore de l'ordre économique et sécuritaire mondial. Cela entraîne toutes sortes de répercussions sur le système économique transatlantique et, pour certains, cela pourrait même remettre en cause la pertinence et la fonction de l'économie transatlantique.

## L'article

### Y a-t-il des lois en économie ?

Berthoud, A., Problèmes économiques, n° 2941, 2008, pp. 32-35

L'existence de lois en économie est une question qui continue de se poser. En réalité, il s'agit, dans ce débat, davantage de s'interroger sur la forme que prennent ces lois plutôt que sur leur existence à proprement parler. Pour l'auteur, l'enjeu est ainsi de savoir notamment quel sens est donné à la notion de « loi », comprise comme le rapport entre deux variables au moins. De même, faut-il s'interroger sur l'existence ou l'absence de causalité. De la même manière, on peut se demander si ces lois s'inscrivent dans un cadre normatif (théorique) ou, au contraire, positif (s'inspirant de la réalité) ou si elles s'inspirent de l'histoire. Enfin, il est indispensable de chercher à savoir à quel niveau la loi s'applique (macro ou micro).

## Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : propriété intellectuelle, aide au commerce

- GEOGRAPHIES : Sri Lanka, Maroc

- ORGANISATIONS : PNUD, processus de Kimberley

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Occd • Observations et diagnostics économiques • Occd • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Occd • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

**Directeur de la publication :** Jean-Michel SEVERINO

**Responsable de la rédaction :** Véronique SAUVAT

**Coordination :** Chantal SARALLIER, Véronique SAUVAT

**Réalisation :** Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Chantal SARALLIER, Sylvie SCIANCALEPORE

**Graphisme :** Solange Münzer • **Saisie/mise en page :** Francine GILBERT

ISSN 1776-1077

**Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43**